

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 26/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AOC (ex ALIANCYS FRANCE SAS ex DSM)

AVENUE DU VERMANDOIS
60200 Compiègne

Références : IC-R/004/26-NEC/SF
Code AIOT : 0005101064

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2025 dans l'établissement AOC (ex ALIANCYS FRANCE SAS ex DSM) implanté AVENUE DU VERMANDOIS 60200 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite de l'établissement AOC, implanté avenue du Vermandois à Compiègne, le 24 novembre 2025.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 applicables aux stockages en récipients mobiles.

La stratégie de défense incendie du site repose historiquement sur un recours permanent aux moyens des services d'incendie et de secours (SDIS). Un avis favorable de principe a été émis par le SDIS en 2013. Cette orientation a été rappelée par l'exploitant dans un courrier transmis à l'administration en 2016.

Il est constaté que le SDIS n'a pas été re-consulté formellement depuis 2013 et qu'aucun avis récent ne permet d'attester que la stratégie actuellement mise en œuvre, fondée sur la configuration actuelle du site, les scénarios de référence et les moyens disponibles, a été validée par les services de secours.

L'exploitant s'appuie sur une étude de dangers révisée en janvier 2025. À la date de la visite, cette étude n'a pas encore été formellement actée par l'administration. Les constats portés dans le présent rapport sont établis au regard des prescriptions réglementaires applicables et des éléments factuels observés lors de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AOC (ex ALIANCYS FRANCE SAS ex DSM)
- AVENUE DU VERMANDOIS 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005101064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement AOC, anciennement exploité sous les dénominations ALIANCYS FRANCE SAS puis DSM, est implanté avenue du Vermandois à Compiègne (Oise). Le site est classé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et relève du régime de l'autorisation, avec application de la directive IED et du statut SEVESO seuil bas.

L'activité principale du site consiste en la fabrication et le conditionnement de produits chimiques, impliquant la présence et le stockage de substances inflammables et combustibles, notamment sous forme de liquides inflammables.

Le site comprend plusieurs zones de stockage et de procédés :

- parcs de stockage de liquides inflammables en bacs fixes, dont le parc 12, parc de produits finis qui comprend 5 réservoirs verticaux dans 2 cuvettes accolées. Le parc 12 accueille les résines produites par le site. Les quatre réservoirs concernés correspondent aux quantités nécessaires compte tenu des objectifs de production. Un cinquième réservoir est également conservé, mais ne stocke pas de liquide inflammable ;
- bâtiments industriels identifiés comme F, L, U et H, susceptibles d'être exposés aux effets thermiques en cas de sinistre ;
- stockages couverts de liquides inflammables en récipients mobiles.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a déposé un dossier de réexamen IED (Directive 2010/75/UE) au titre du BREF WGS (relatif aux systèmes de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique). Ce dossier initial (réf. du 29 mars 2024) a fait l'objet d'une instruction.

Par courrier du 26 août 2025, l'administration a notifié à l'exploitant une demande officielle d'éléments complémentaires. L'exploitant a reconnu que le dossier initial comportait des inexactitudes et des informations erronées résultant d'un "copier-coller" non pertinent de certaines sections.

L'exploitant s'est formellement engagé à transmettre l'ensemble des éléments complémentaires requis, dûment vérifiés et corrigés, avant la fin de l'année 2025.

(Note : l'échéance de conformité aux exigences du BREF WGS est fixée au 12 décembre 2026.)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1	Sans objet
2	Recours au SDIS	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2	Sans objet
3	Justification des débits et quantités	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2	Sans objet
4	Refroidissement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7	Sans objet
5	Réserves d'eau et d'émulseur	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1	Sans objet
6	Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3	Sans objet
7	Réseau	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8	Sans objet
8	Bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6	Sans objet
9	Entretien et contrôles	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9	Sans objet
10	Formation	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de 2025 permet de tirer une conclusion globalement favorable sur la gestion de la sécurité incendie, tout en identifiant des points de vigilance technique et administrative.

Contrairement aux inspections précédentes (notamment 2019), l'inspection de 2025 constate une amélioration vis-à-vis du respect de la réglementation. L'inspecteur confirme que le site dispose d'une stratégie de défense incendie formalisée et opérationnelle. Les doutes historiques sur l'adéquation des moyens vis-à-vis des scénarios de référence de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 sont levés. Le site est en capacité de répondre au scénario dimensionnant (feu au parc 12).

L'inspection de 2025 permet de considérer comme résolues, les déficiences qui avaient motivé les sanctions ou remarques de 2019 :

- moyens matériels : les réserves d'eau et d'émulseur sont physiquement présentes en quantités supérieures aux besoins calculés en 2016 ;
- moyens humains : la disponibilité d'un personnel formé pour une intervention permanente (24h/24) est confirmée, sécurisant ainsi les délais d'alerte et de première intervention ;
- maintenance : l'entretien régulier des équipements est désormais jugé conforme aux prescriptions.

Bien que la stratégie globale soit cohérente, l'inspection de 2025 relève que les services du SDIS doivent encore se prononcer sur base de la stratégie mise à jour de l'exploitant (PC2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre : <ol style="list-style-type: none">1. feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké ;2. feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions ;3. feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site ;4. en cas de présence de stockages en récipients mobiles, les scénarios visés au point III de l'article VI-1 de l'arrêté du 24 septembre 2020 La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence définis aux alinéas précédents en moins de trois heures après le début de l'incendie « et dans un

délai maximal après le départ de feu équivalent au degré de résistance au feu des murs séparatifs, pour les stockages couverts de récipients mobiles.

Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :

- les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du Code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document ;
- les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.
- en cas de présence de stockage en récipients mobiles, l'attestation de conformité du système d'extinction automatique d'incendie accompagnée des éléments prévus à l'article VI-5-III et au point IV de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020 ou, le cas échéant, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé aux points III de l'article VI-5-III et aux points I, B, II ou III de l'annexe V de l'arrêté du 24 septembre 2020.

Constats :

Synthèse et levée des non-conformités historiques (2016-2023)

Rappel de la stratégie de référence (données 2016)

La stratégie repose sur un recours permanent au SDIS 60 (validé initialement en 2013).

- Scénario de référence : feu de nappe sur la rétention du parc 12.
- Besoins calculés : 197 m³ d'eau et 3 m³ d'émulseur (classe 1B).
- Objectif : maîtrise du sinistre en moins de 3 heures.

Constat de carence lors de l'inspection de 2019

L'inspection du 11 octobre 2019 avait identifié des failles majeures remettant en cause cette stratégie :

- Alerte et Intervention : impossibilité de garantir une alerte sous 15 min et une intervention sous 30 min le week-end (NC n° 1 et n° 6).
- Dimensionnement : manque de justification sur les débits pour le tapis de mousse préventif (NC n° 4 et n° 5).
- Infrastructure : doutes sur la résistance au feu et à la pression des murs du parc 12 (NC n° 3).

Évaluation de la conformité en 2023

L'inspection de 2023 valide une amélioration significative et a permis de conclure à la levée des points de 2019 :

- opérationnalité : la stratégie est désormais jugée formalisée et opérationnelle pour tous les scénarios de l'EDD ;
- ressources : les réserves d'eau et d'émulseur sont physiquement présentes, correctement implantées et supérieures aux besoins calculés ;
- moyens humains : la présence permanente d'un personnel formé est désormais confirmée, ce qui sécurise les délais d'alerte et de première intervention.

Conclusion et levée des réserves

L'inspection considère que les points critiques du rapport de 2019 sont soldés.
La stratégie de défense incendie est réglementairement conforme.

Constats de la présente visite de 2025 :

La stratégie de défense incendie est formalisée dans le plan de défense incendie intégré au POI et couvre l'ensemble des scénarios de référence. Elle précise l'organisation, les rôles et responsabilités, les procédures d'alerte, et la disponibilité des moyens matériels, y compris les canons mousse, rideaux d'eau et lances.

La présente visite a porté sur l'examen d'un seul scénario de référence, parmi ceux dont l'examen est requis par l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010. La présente inspection n'a pas porté sur la partie liquides inflammables en récipients mobiles. A noter que le parc 12 est le seul parc de stockage de matières premières liquides inflammables en réservoirs aériens manufacturés sur site.

Le scénario dimensionnant identifié au parc 12 (feu de nappe dans la rétention du parc 12 - stockage de résines inflammables) repose sur les besoins cumulés en eau pour l'extinction et le refroidissement, en émulseur, et sur les moyens humains nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Recours au SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-2

Thème(s) : Risques accidentels, recours SDIS

Prescription contrôlée :

Si l'exploitant prévoit, dans la stratégie définie au point 43-1 du présent arrêté, un recours aux moyens des services d'incendie et de secours, le concours de ces derniers :

- est sollicité auprès du préfet, en précisant si ce recours est temporaire, le temps de réaliser les travaux permettant de respecter notamment les exigences fixées au point 43-3-3 du présent arrêté, ou si ce recours est permanent. En cas de réponse négative, l'exploitant définit une stratégie de lutte contre l'incendie qui ne prévoit pas le recours aux moyens des services d'incendie et de secours ;
- est approuvé par arrêté préfectoral ;
- est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant ;
- implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre à ceux-ci d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.

Constats :

Historique :

La première demande de recours aux moyens du SDIS avait été formulée le 14 octobre 2013 et

acceptée le 13 décembre 2013 par le Colonel Gilles Grégoire du SDIS60 :

"Sur la base du scénario : feu de nappe dans la rétention du parc 12 (stockage de résines inflammables), et au regard du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques du Département de l'Oise, j'émet un avis favorable à participer à une stratégie de lutte contre l'incendie sous réserve de la disponibilité des moyens du SDIS60.

Les moyens du SDIS60 pourront intervenir à titre définitif :

- soit en complément des installations fixes-mobiles de votre établissement ;*
 - soit en totalité pour effectuer les opérations d'extinction ;*
- sous réserve de posséder 3 m³ d'émulseur de classe 1B selon la norme NF EN 1568-3".*

Dans le cadre de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2015 modifiant l'arrêté du 3 octobre 2010, par courrier du 30 mai 2016, la société ALIANCYS a de nouveau sollicité de pouvoir recourir aux moyens des services du SDIS de façon permanente pour le même scénario et dans les mêmes conditions opérationnelles (cf. pièces jointes).

L'exploitant prévoit un recours permanent aux moyens du SDIS pour les moyens matériels non consommables. Le site s'engage à fournir l'eau et l'émulseur et éventuellement des moyens humains. Les besoins calculés pour le parc 12 s'élèvent à 3 m³ d'émulseur de classe 1B (selon la norme NF EN 1568-3). Ce recours est sollicité pour l'ensemble des scénarios de référence.

Observation : l'avis de 2013 et le courrier de 2016 constituent des références historiques, mais le SDIS n'a pas été re-consulté récemment pour valider la stratégie actuelle. La re-consultation du SDIS est nécessaire pour préciser le caractère temporaire ou permanent du recours et les moyens nécessaires sur la base de la configuration actuelle du site, des scénarios de référence retenus et des moyens de lutte contre l'incendie effectivement disponibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une re-consultation formelle du SDIS est nécessaire pour confirmer le caractère permanent de l'appui et l'adéquation des moyens publics actuels avec les besoins du site.

Observation n°01 : L'exploitant transmettra à la DREAL (sous format informatique) le document constituant sa Stratégie de Défense Incendie pour que le SDIS 60 puisse être sollicité sur le sujet. Ce document devra prendre en compte les observations et demandes figurant ci-dessous dans le présent rapport d'inspection DREAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justification des débits et quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-2

Thème(s) : Risques accidentels, Justification des débits et quantités

Prescription contrôlée :

Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent

arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté.

Constats :

Le parc 12 est un parc de produits finis (résines vinylesters). Le parc 12 comprend deux cuvettes de rétention accolées mais séparées par un muret. Toutefois, ces 2 rétentions communiquent par une ouverture dans ce muret. Cette configuration explique le scénario retenu par l'exploitant, à savoir l'incendie de la cuvette 12 : 12A + 12 B. Les 4 réservoirs du parc 12 B sont utilisés, ainsi que deux réservoirs du parc 12 A qui restent en service. Physiquement, il reste en place au total 10 réservoirs.

Pour la détermination des réserves minimales en émulseur et éventuellement des réserves en eau, la durée de la phase d'extinction (pour un feu de réservoir, de rétention ou de sous-rétention) est de :

- vingt minutes en cas d'usage de moyens fixes ;
- vingt minutes pour une surface de réservoir, de rétention ou de sous-rétention inférieure à 2000 mètres carrés, plus dix minutes par tranche de 1 000 mètres carrés de surface de réservoir, de rétention ou de sous rétention, au-delà des 2 000 mètres carrés en cas d'usage de moyens mobiles ou semi-fixes.

Le débit d'eau et de solution moussante ainsi que la quantité d'émulseur ont été calculés pour le scénario dimensionnant du parc 12 : l'incendie d'une nappe de produit inflammable formée suite à la perte de confinement d'une ou de plusieurs cuves présentes dans le parc 12 B. L'hypothèse est faite que le feu de nappe occupe la totalité de la surface des rétentions 12 A et 12 B.

- Lx l de la rétention : 34 x 12
- Surface des rétentions (12 A + 12 B) : 408 m²

	Moyens nécessaires suivant arrêté du 3 octobre 2010	Moyens mis à disposition
	Cuvette de liquides inflammables	
Surface brute une cuvette	34 m x 12 m = 408 m ²	

Nombre et diamètre des réservoirs	10 réservoirs de 3,75 m ³ de diamètre	
Surface totale des réservoirs (m ²)	110	
Surface nette à éteindre (m ²)	297,5	
Taux pour extinction	Cas application indirecte Liquide non miscible à l'eau 5 l/m ² /mn	
Débit majorant du point de vue mousse (émulseur)	297,5 x 5 = 1 487,5 l/mn ~90 m ³ /h	2 canons de 90 m ³ /h chacun, soit 180 m ³ /h

Récapitulatif des débits maxi

Un des canons à mousse suffirait. Sur demande du SDIS de l'Oise, il est supposé qu'un 2^{ème} canon est utilisé, soit un débit de 180 m³/h, soit une majoration de 100 % de moyens à mettre en œuvre pour l'extinction.

Il faut également protéger, d'une part, le bardage du bâtiment F et les murs exposés du bâtiment U ; ces deux bâtiments étant touchés par un rayonnement de l'ordre de 12 kW/m².

L'arrêté du 3 octobre 2010 précise : « Protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino: 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence ».

Ces besoins ont été dimensionnés en appliquant 15 l/m.min de longueur touchée.

Ce qui donne le récapitulatif des besoins maxi en eau suivant :

Bâtiment à protéger – Longueur de mur atteinte (m)	Débit nécessaire <u>p o u r l e refroidissement</u> des bâtiments	Débit maxi d'eau nécessaire <u>p o u r l'extinction</u> parc 12 cas majorant	Débit maxi total requis (<u>extinction + refroidissement</u>)
---	---	--	---

Bâtiment F - 40 m	36 m ³ /h (une lance)		
Bâtiment U - 40 m	36 m ³ /h (une lance)		
Bât L - 20 m	18 m ³ /h (une lance)		
D é b i t t o t a l n é c e s s a i r e	90 m ³ /h (par exemple une lance de 60 m ³ /h + une lance de 30 m ³ /h)	180 m ³ /h	270 m ³ /h

Le débit disponible est supérieur au débit maxi requis dans le cas le plus majorant.

Débits et quantité d'eau (suivant l'art 43-7 de l'arrêté du 3 octobre 2010) :

Moyens complémentaires à la stratégie incendie. En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2, 43-3 et 43-4 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens.

En résumé :

- Débit strictement nécessaire : 90 m³/h ;
- Débit mis en oeuvre : 180 m³/h
- Débit nécessaire majoré 216 m³/h
- Débit réel prévu 270 m³/h

Pour une extinction en 20 min, mais avec un refroidissement des réservoirs maintenu pendant 2 h, la réserve d'eau nécessaire serait de :

- 1 LCM appliquée pendant 20 min - Quantité = 30 m³
- Le reste du refroidissement appliqué pendant 2 h - Quantité = 180 m³ (90 m³/h + 60 m³/h + 30 m³/h)
- Total nécessaire sans majoration - Quantité = 210 m³
- Total nécessaire avec majoration - Quantité = 252 m³

Quantité d'émulseur

Il est estimé dans la configuration maxi : extinction simultanée des deux cuvettes, avec les deux canons à mousse appliqués pendant 20 min

- Débit de solution moussante = $180 \text{ m}^3/\text{h}$
- Quantité de solution moussante (20 mn) = 60 m^3
- Quantité d'émulseur = $1,8 \text{ m}^3$ avec un taux d'injection de 3 %
- Quanti d'émulseur avec majoration = $1,8 \text{ m}^3 \times 1,2 = \sim 2,2 \text{ m}^3$

Récapitulatif des moyens nécessaires

- Traitement du scénario (extinction + refroidissement) en 20 min

Débit d'eau strictement nécessaire (m^3/h)	Débit d'eau prévu (m^3/h)	Quantité d'eau nécessaire (m^3)	Q u a n t i t é d'émulseur nécessaire (m^3)	Q u a n t i d'émulseur disponible (m^3)
180	270	252	2,2	3,7

- Traitement du scénario (extinction + refroidissement) avec une durée d'incendie de 3 h

Débit d'eau strictement nécessaire (m^3/h)	Débit d'eau prévu (m^3/h)	Quantité d'eau nécessaire (m^3)	Q u a n t i t é d'émulseur nécessaire (m^3)	Q u a n t i d'émulseur disponible (m^3)
180	270	810	24,3	3,7

Les moyens en eau sont suffisants.

Résumé de la stratégie pour les liquides inflammables

Pour les stockages de liquides inflammables en réservoirs, le mode d'extinction repose sur la mobilisation rapide des deux canons à mousse ($2 \times 90 \text{ m}^3/\text{h}$).

<p>Les conditions de mises en œuvre de ces canons font l'objet de fiches réflexe dans le P.O.I.</p> <p>Les hypothèses retenues ont été comparées aux valeurs de référence figurant à l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 applicable en cas de non-autonomie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°02 : Dans le scénario de feu de cuvette 12, la quantité de solution moussante indiquée (30 m³) n'est pas cohérente avec le débit de 180 m³/h mis en œuvre. Avec une durée d'extinction de 20 min, cette quantité de solution moussante devrait être de $180 * (20/60) = 60$ m³/h.</p> <p>Observation n°03 : L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les surplus de 20% requis par les art. 43-2, 43-3 et 43-4 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 s'appliquent non pas aux débits mais aux quantités d'eau et d'émulseurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Refroidissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, réservoir ou cuvette en feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ; - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/ m² pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ; - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/ m² et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant.
<p>Constats :</p> <p>Le feu de cuvette aurait une incidence sur le 2ème parc de stockage de produits finis (12 A ou 12 B). En effet, l'incendie dans le premier entraînerait une rupture de réservoir et l'inflammation des produits dans le deuxième. Dans ce cas, le flux de 12 kW/m² aurait une incidence possible sur le stockage des matières premières du bâtiment U de fabrication où l'incendie pourrait également se propager.</p>

Pour le scénario "feu de nappe dans la rétention du parc 12", les installations impactées sont donc :

- par les effets thermiques de 8 kW/m^2 : les cuves du parc 12, l'aire de chargement associée, l'abri de chargement, les mélangeurs du bâtiment F, les silos de polystyrène, le stockage MPU2 et les bâtiments F, U et L ;
- par les effets thermiques de 16 kW/m^2 et 20 kW/m^2 : les cuves du parc 12, l'aire de chargement associée.

Le débit nécessaire au refroidissement est évalué par l'exploitant à $90 \text{ m}^3/\text{h}$. Dans sa Stratégie de Défense Incendie, l'exploitant indique mettre en œuvre $180 \text{ m}^3/\text{h}$ en refroidissement.

Bâtiment à protéger – Longueur de mur atteinte (m)	Débits de refroidissement nécessaires
Bâtiment F - 40 m	$36 \text{ m}^3/\text{h}$ (une lance)
Bâtiment U - 40 m	$36 \text{ m}^3/\text{h}$ (une lance)
Bât L - 20 m	$18 \text{ m}^3/\text{h}$ (une lance)
	$90 \text{ m}^3/\text{h}$ (par exemple une lance de $60 \text{ m}^3/\text{h}$ + une lance de $30 \text{ m}^3/\text{h}$)

NB : Le refroidissement des bâtiments, comme prévu par l'exploitant en cas d'incendie de la rétention 12, n'est pas requis par rapport à l'art. 43-3-7 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Ces bâtiments sont impactés par des flux thermiques supérieurs à 8 kW/m^2 , mais ils ne sont susceptibles de générer des phénomènes dangereux majeurs.

Rappel de la chronologie d'intervention (en lien avec les fichiers en annexe au présent rapport) :

- $t_0 + 11 \text{ min}$: arrivée des premiers moyens sapeurs pompiers ;

- $t_0 + 26$ min (a) : établissement de 2 lignes de Dn 100 mm pour la lance canon mousse n° 1 (LCM 1) délivrant 90 m³/h sur 1 cuvette du parc 12. Action d'extinction mousse.

- $t_0 + 26$ min (b) : établissement de 2 lignes de 70 pour les lances L1 et L2 :

> refroidissement à eau L1 bâtiment Filtration et P 12 (30 m³/h)

> refroidissement à eau L2 bâtiment U (30 m³/h).

- $t_0 + 30$ min : protection mousse de la 2 cuvette parc 12 avec LCM 2 + refroidissement à eau L3 bâtiments Laboratoire et Filtration.

- $t_0 + 39$ min : établissement de 2 lignes de Dn 70 mm pour L4 et L5 : refroidissement à eau L4 bâtiment F et P 12 + refroidissement à eau L5 bâtiment U de Production et P 11.

- $t_0 + 56$ min : fin de l'extinction

- $t_0 + 84$ min : fin du refroidissement.

Lors de la visite, des essais de mise en eau ont été réalisés incluant :

- l'alimentation simultanée des deux canons mousse ;
- la mise en œuvre des rideaux d'eau de protection ;
- l'alimentation des lances positionnées pour le refroidissement des façades.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°04 : Dans la chronologie, l'Inspection a relevé plusieurs incohérences:

• à $t_0 + 26$ min (b), les 2 lignes Dn 70 sont prévues sur le Bâtiment U et sur Bâtiment F + Parc 12. Mais le Parc 12 (cuvette à éteindre) doit faire l'objet uniquement de moyens d'extinction et pas de refroidissement ;

• À $t_0 + 26$ min (b), les modalités de refroidissement des bâtiments F, U et L sont à détailler et l'exploitant doit justifier que ces modalités sont suffisantes pour assurer un refroidissement efficace, notamment par rapport aux débits prévus ;

• La somme des débits annoncés dans «Chronologie, durées, moyens de mise en œuvre des opérations d'extinction pour un feu de rétention au Parc 12» (en annexe au présent rapport) fait 5500 L/min, soit 330 m³/h. Ce total n'est pas cohérent avec les 270 m³/h annoncés dans la partie Besoins en eau ;

- La fin d'extinction prévue à $t_0 + 56$ min donne une durée d'extinction de 30 min, ce qui n'est pas cohérent avec la durée de 20 min considérée pour les calculs des débits et besoin en eau + émulseurs;
- La fin de refroidissement indiquée à $t_0 + 84$ min dans la chronologie donne une durée de refroidissement de 58 min. Cette durée n'est pas cohérente avec celle considérée pour les calculs des débits et besoin en eau + émulseurs ;
- La chronologie prévue doit prévoir un dispositif de prévention en cas d'une éventuelle reprise d'incendie, telle que demandée à l'art. 43-1 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. Les besoins en eau et émulseurs associés seront à prendre en compte dans la partie correspondante.

Observation n°05 : L'exploitant transmettra à l'Inspection les comptes-rendus des tests effectués sur les matériels testés le jour de la visite. Les débits mesurés seront à faire apparaître explicitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réserves d'eau et d'émulseur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau et d'émulseur

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au point 43-1 du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles ou conventions de droit privé et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. Si le recours aux moyens des services d'incendie et de secours est prévu dans la stratégie de lutte contre l'incendie de l'exploitant, le positionnement et le conditionnement des réserves d'émulseur sont précisés dans l'arrêté préfectoral cité au 43-2-2.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/ m² identifiées dans l'étude de dangers pour les phénomènes dangereux hors effet thermique transitoire. Cette prescription n'est pas applicable :

- pour un équipement qui peut être sollicité à distance par un opérateur ;
- ou lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et que l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées.

Constats :

Le site est alimenté en eau incendie de la façon suivante :

- réseau enterré alimenté par 1 pompe de 340 m³/h aspirant directement dans l'Aisne ;
- débit disponible : 340 m³/h, sous 4 bar.

Cette pompe est secourue par une pompe identique de 340 m³/h également.

Ces 2 pompes sont secourues à l'aide du groupe électrogène en cas de coupure EDF.

Le démarrage des pompes incendie aspirant directement dans l'Aisne et alimentant les poteaux incendie se fait:

- automatiquement par déclenchement de l'alerte en composant le 2300 sur un téléphone fixe;
- par coup de poing d'urgence à l'extérieur de la fosse des pompes.

Ces actions rentrent dans les fiches réflexes (cf. SOP 612). En cas d'incendie, une alarme sera remontée au poste de garde. Le gardien (présent 24h/24) déclenchera la mise en service des pompes d'aspiration.

Le site dispose également de 7 poteaux incendie de DN100.

Chaque poteau est équipé de :

- 1 unité mobile à mousse AF 100, avec injecteur + lance avec 20 m de tuyau de D_n 45 mm (réserve de 100 l d'émulseur). Débit : 225 l/min soit 14 m³/h.

Le site dispose également d'une réserve sprinkler de 600 m³ (2 h d'autonomie).

Son remplissage se fait via le réseau enterré alimenté par 1 pompe de 340 m³/h aspirant directement dans l'Aisne.

Ce bassin peut être réalimenté via le réseau enterré alimenté par les 2 pompes de 340 m³/h aspirant dans l'Aisne.

Les moyens en eau sont donc :

- l'Aisne,
- les 600 m³ de la réserve sprinkler. Cette réserve peut être réalimentée via le réseau enterré

alimenté par les 2 pompes de 340 m³/h aspirant dans l'Aisne.

Outre les unités mobiles, le site dispose de :

- 2 lances canons mousse (débit de 3 000 l/min chacune) situées près des IBC d'émulseurs ;
- réserve d'émulseur : 3 IBC (conteneur d'émulseur) : 3 x 1 000 litres près de 2 poteaux incendie. (1 IBC émulseur sous MPU1 et 2 autres près de la cuve à fuel) + 7 unités mobiles de 100 l chacune. La réserve totale d'émulseur disponible est de 3 700 l pour l'ensemble du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°06 : L'exploitant s'assurera que les réserves d'émulseurs présentes sur site sont implantées en dehors des zones avec flux thermiques supérieurs à 3 kW/m² (d'après les modélisations faites dans l'étude de dangers de 2025).

Observation n°07 : L'Inspection demande à l'exploitant, dans sa Stratégie de Défense Incendie, de bien faire la distinction entre ses moyens en propre et les moyens apportés par le SDIS 60.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-3

Thème(s) : Risques accidentels, Utilisation des moyens semi-fixes ou mobiles

Prescription contrôlée :

La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :

- la cinétique de mise en œuvre eu égard à la cinétique de développement des phénomènes dangereux ;
- l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/ m² compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/ m²) 4/3. s ni la valeur de 8 kW/ m², sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention ;
- la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés.

Constats :

La stratégie de défense incendie repose sur des canons à mousse à grande portée, permettant au personnel d'intervenir depuis des zones où le flux thermique reste inférieur à 5 kW/m² (confirmé par la modélisation des zones de dangers).

Une simulation de déploiement a été effectuée. Le personnel d'intervention a pu positionner les canons aux emplacements tactiques définis dans le PDI en respectant les distances de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réseau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-8
Thème(s) : Risques accidentels, raccords
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.</p> <p>Les réseaux, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics visant à permettre l'utilisation de ces moyens.</p> <p>Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles (internes ou externes) sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. Si l'exploitant dispose de ses propres groupes de pompage, il dispose de moyens de pompage de secours lui permettant de pallier le dysfonctionnement de n'importe lequel de ses groupes pris individuellement.</p> <p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que le débit nécessaire aux opérations d'extinction / refroidissement est supérieur aux 240 m³/h de la prescription de l'art. 43-3-8 de l'AM du 03/10/2010. De ce fait, le site doit disposer d'un réseau maillé et sectionnable.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le réseau incendie est maillé et sectionnable. Les vannes de sectionnement ont été manœuvrées lors de la visite et se sont révélées fonctionnelles. Les poteaux incendie D_n 100 sont équipés de raccords compatibles avec les moyens du SDIS.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-6
Thème(s) : Risques accidentels, Position
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de confinement des eaux d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers, ou

ou
- sont constitués de matériaux résistant aux effets générés par les accidents identifiés dans l'étude de dangers et susceptibles de conduire à leur emploi.
Constats : Le site dispose d'un bassin de confinement d'une capacité d'environ 3 460 m ³ . Le test de fermeture de la vanne de rejet vers l'Aisne a été réalisé lors de la visite et s'est révélé concluant. Le bassin est implanté hors des zones d'effets thermiques. Le liner du fond du bassin a été changé en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien et contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-3-9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et contrôles
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les équipements de défense incendie font l'objet d'un programme de maintenance préventive. Les poteaux incendie et chariots mousse sont contrôlés annuellement par un organisme extérieur agréé. Les pompes incendie font l'objet de vérifications trimestrielles par un organisme extérieur et de contrôles internes toutes les deux semaines. Le registre de sécurité a été consulté. Il comporte notamment les rapports de tests hebdomadaires de démarrage des pompes incendie ainsi que les rapports de tests des canons et des lances, avec indication des dates de contrôle. Aucune anomalie bloquante n'a été relevée sur les comptes-rendus examinés par sondage le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n°08 : L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de réaliser des tests de débits dans des configurations pénalisantes, c'est-à-dire quand tous les moyens sont mis en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-2-5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Des personnes désignées par l'exploitant chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Le personnel du site est informé des risques d'incendie de l'établissement. Il est formé aux moyens à mettre en œuvre : <ul style="list-style-type: none">• 35 salariés formés en tant qu'équipiers de première intervention (EPI),• 10 agents formés au port de l'appareil respiratoire isolant (ARI),• 17 personnes formées au sauvetage secourisme du travail (SST). Le personnel suit également chaque année une formation théorique par système informatique EMMA. Les enregistrements de formation pour les années 2024 et 2025 ont été consultés et sont à jour. Des exercices sur des thèmes d'accidents possibles sont annuellement pratiqués avec mise en œuvre des moyens appropriés. Lors de l'exercice réalisé en 2024, l'équipe de quart a été en mesure de mettre en batterie les canons mousse et d'établir l'alimentation en eau en moins de vingt minutes. Ces informations figuraient dans le compte-rendu d'exercice présenté le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n°09 : Le dernier exercice POI sur la thématique du feu de nappe du parc 12 date du 26 juin 2014. Il serait intéressant de le refaire dans les configurations actuelles proposées dans la stratégie de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite